

Le budget—M. MacKay

M. MacKay: Monsieur l'Orateur, je vois très mal comment un premier ministre provincial pourrait possiblement faire ce que propose la représentante de South-West-Nova. Qu'est-ce qu'elle veut lui faire faire? Va-t-elle lui faire ériger un complexe pétrochimique alors qu'il n'existe pas de ressources gazifères et aucun moyen de les transporter? Imaginez à quel point le premier ministre de la Nouvelle-Écosse se rendrait ridicule!

Ce n'est pas la seule chose qui me tracasse dans l'attitude du vice-premier ministre. Nulle part ailleurs au Canada le besoin de logements ne se fait sentir avec autant d'acuité qu'au Cap-Breton à cause de l'histoire de cette région du pays. Je me rappelle que lorsque l'ancien député du NPD de cette région, le père Hogan, siégeait à la Chambre, il me harcelait constamment, moi qui étais ministre du logement à l'époque, pour que la SCHL fasse quelque chose. Voilà pourquoi je saisis cette occasion de rappeler encore une fois à la Chambre que je ne m'explique pas le manque d'intérêt du gouvernement actuel pour la Nouvelle-Écosse surtout le peu de cas que l'on fait des besoins locatifs des gagne-petit.

Certes, on ne peut pas avoir le drap et l'argent et nous ne disposons que de revenus limités pour financer toutes ces mesures sociales nécessaires et constructives. Ce budget prévoit des dépenses de 66.6 milliards de dollars et si le gouvernement n'a pas assez d'argent pour réaliser certains programmes, je suis persuadé qu'il existe un autre moyen d'en trouver que de s'attaquer à l'Ouest. Si le ministre des Finances veut rétablir la confiance au Canada et s'il veut se mettre à réduire le déficit, ce que nous sommes disposés à faire, s'il veut par ailleurs prouver aux autres pays, en faisant diminuer notre déficit, que notre monnaie peut prendre de la valeur, pourquoi n'ajoute-t-il pas une surtaxe à la surtaxe de 5 p. 100 qu'il a déjà imposée aux sociétés? Pourquoi n'augmente-t-il pas un peu l'impôt sur les sociétés? Les grandes entreprises n'apprécieront certainement pas son initiative mais comme disait Samuel Gompers, il faut appuyer les masses contre les classes. Monsieur l'Orateur, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a envisagé de relever l'impôt sur les sociétés, c'est très facile à comprendre d'après les réponses qu'il a données.

Alors que je réfléchissais à cela, je suis tombé sur un éditorial très intelligent du *Citizen* d'Ottawa, journal qui n'est pas particulièrement en faveur du parti conservateur. Le voici:

Il existe évidemment plusieurs moyens de réduire le déficit. Une méthode serait une révision globale des dépenses à caractère social...

Je suis contre cette idée. Je ne crois pas que ce soit juste dans les circonstances. L'éditorialiste dit ensuite:

Une autre méthode est de réduire les cadeaux aux grandes entreprises au Canada.

Ce ne serait peut-être pas une mauvaise idée dans certains cas. Les impôts des sociétés, qui sont nominalement fixés au taux de 46 p. 100 au Canada, n'ont été que d'environ 18 p. 100, en moyenne, au cours des trois dernières années.

Je voudrais que le gouvernement augmente ses revenus tirés d'autres sources fiscales, mais il ne faudrait pas que l'on gaspille ces nouvelles recettes comme le fait le ministère de l'Emploi et de l'Immigration. Aujourd'hui, le ministre a fait le paon à propos des 800 millions de dollars consacrés à la formation. Je voudrais voir une partie de cette somme attribuée à mon ami le ministre du MEER (M. De Bané), qui s'en servirait pour relancer l'essor économique et créer de véritables emplois. La fameuse subvention de \$800 accordée pour per-

mettre aux gens de convertir leur système de chauffage est une comédie, parce que dans la région de l'Atlantique, elle ne s'applique pas à l'électricité, qui d'ailleurs est excessivement chère, et qu'il n'y a pas de gaz naturel dans cette région, à cause des tergiversations du premier ministre et de son gouvernement. Je pense par ailleurs qu'au Yukon, la conversion au gaz naturel est impossible.

M. Nielsen: A moins qu'on y déplace le cabinet.

M. MacKay: Où devrions-nous donc affecter ces fonds? Une des principales fonctions assignée aux chefs d'État, dès l'avènement des États nations, a été de protéger la nation en question et d'empêcher la dévaluation de ses devises. Il n'y a pas de doute, si l'on considère la souveraineté et la territorialité, que nous devrions consacrer plus d'argent à la défense parce que nous ne pouvons même pas patrouiller convenablement la plus grande richesse qu'un pays puisse posséder, notre Grand Nord. Les membres de notre milice se servent d'un matériel plus âgé qu'eux. L'effectif du KGB est supérieur à l'ensemble de nos forces armées. Le ministre de la Défense nationale (M. Lamontagne) fait de son mieux, mais il est victime d'un régime inefficace de planification et d'établissement de priorités. Nous devrions prévoir les moyens financiers qui nous permettraient de respecter nos engagements envers l'OTAN parce que, compte tenu du taux d'inflation prévu et des chiffres que possède la Défense nationale, nous ne pourrions jamais respecter ces engagements. Je voudrais donc que le gouvernement obtienne quelques milliards de dollars de plus en augmentant les impôts des sociétés si le ministre des Finances songe à le faire au moyen d'une disposition du budget supplémentaire. Je voudrais aussi qu'on se serve directement d'une partie de cet argent pour réduire le déficit, c'est-à-dire soit la dette étrangère, soit le déficit budgétaire que nous accumulons au Canada.

● (1630)

Je sais que les sociétés et les Canadiens qui devraient payer plus d'impôts n'en seraient pas particulièrement ravis. Par ailleurs, s'ils voyaient que l'argent de leurs impôts donnait plus de poids à l'économie de leur pays en réduisant son déficit, qu'il rehaussait sa réputation à l'échelle internationale et qu'il rendait plus estimable aux yeux de ses alliés en lui permettant de respecter ses engagements militaires, je ne pense pas que qui que ce soit se plaindrait du fait que le ministre des Finances essaie de recueillir quelques milliards de dollars en augmentant les impôts des sociétés, surtout s'il le faisait de façon quelque peu ingénieuse.

Je m'intéresse particulièrement à une industrie de la circonscription du vice-premier ministre. Je ne veux pas vraiment le harceler, mais cette question me préoccupait quand j'étais le ministre chargé de Devco et que je m'occupais de la question de Sysco. Ceux d'entre nous qui suivons cette affaire savons que le projet commercial qui a fait tellement de bruit et dont on s'est servi comme prétexte pour ne pas accorder à Sysco l'aide qu'il lui faut est maintenant parvenu au ministère et nous savons que le ministre et son secrétaire parlementaire auraient pu l'obtenir depuis des semaines. La première des trois étapes de ce programme suit exactement le programme instauré par R. B. Cameron quand il avait décidé de réorganiser cette société de la Couronne. Le programme vise à améliorer les opérations de base, à réduire les frais d'exploitation et à augmenter la productivité.